

Le RND reste majoritaire malgré la victoire du FLN

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3756 - Jeudi 31 décembre 2015 - Prix : 10 DA

Grève des trains à Alger, Oran, Constantine et Blida

Les cheminots disent stop aux passages à niveau non gardés

Page 2

Voyager ou rester chez soi

Comment les Algériens vont accueillir 2016

Page 4

De prix plancher en prix plancher

Par Mohamed Habili

Après 2014, l'année de la baisse du prix du baril, ce fut 2015, l'année où cette baisse s'est poursuivie sans désespérer, jusqu'à atteindre son niveau actuel, en dessous de 40 dollars mais pas de beaucoup. Il n'en reste pas moins que ce plancher symbolique a fini par être crevé, alors qu'il était postulé qu'à peine atteint, il se déclencherait automatiquement la force de rappel et son corollaire, le mouvement de hausse. D'où la question qui se pose de savoir si 2016 sera pour l'essentiel l'année de l'oscillation autour de ce prix. Ou bien du redressement des cours, à un rythme sans doute impossible à prévoir, encore que la fébrilité habituelle du marché, la spéculation aidant, ait généralement pour effet d'amplifier les tendances, notamment lorsque celles-ci sont à leurs débuts. Ou alors, dans le pire des scénarios pour nous, d'un nouvel épisode de baisse, qui n'aura de cesse d'amputer le prix actuel d'une nouvelle tranche de 10 dollars, repoussant d'autant le plancher, et peut-être tout cela avant que 2016 ne se soit tout à fait terminé. Ce qui éventuellement voudra dire qu'il restera de la marge pour un supplément de dégâts. Or il semble bien que nous ne soyons pas au bout de nos peines, avec deux anciens nouveaux gros producteurs qui s'appêtent à faire leur retour sur le marché, les Etats-Unis et l'Iran, qui en général ne marchent pas ensemble.

Suite en page 3

Funérailles nationales et populaires au dernier chef historique

Arrivée de la dépouille de Aït Ahmed aujourd'hui à Alger



Depuis l'annonce de son décès, beaucoup d'hommages et de témoignages de respect et de reconnaissance ont été exprimés en Algérie, mais aussi de par le monde à la mémoire du grand révolutionnaire.

Lire page 2

Plus > D. R.

Crédit à la consommation

Sept catégories de produits retenues

Page 24



Le Festival d'Oran du film arabe fait son retour en 2015

Maroc, Tunisie et Palestine, trio gagnant

Page 13

Béjaïa
Mohamed Betatache,
 candidat du FFS
 élu sénateur

LES URNES ont tranché. Le P/APW candidat du FFS, Mohamed Betatache, a été élu sénateur de la wilaya pour les six prochaines années. Il remplacera le sénateur Salah Derradji du FLN, un parti qui part sans siège. M. Bettache a arraché 227 voix sur les 839 grands électeurs que compte la wilaya de Béjaïa. Il faut noter que le FFS, qui compte 255 élus lors des élections locales du 29 novembre 2012, a perdu 28 élus au total suite à la fronde menée par le député de Tazmalt, Khaled Tazaghart, qui a rejoint, faut-il, le rappelé le Front de l'avenir de Abdelaziz Bélaïd l'été dernier. Il a été suivi, mais de loin, par le maire de Béjaïa et candidat du FLN Abdelhamid Merouani qui a glané 201 suffrages. Ce dernier a réussi à brasser des dizaines de voix d'autres formations politiques et des indépendants sans pour autant faire une grande surprise. Il était parti avec un pronostic de 138 voix des élus de son parti.

Mouloud Debboud du RCD a été conforté de quelques voix de plus. Son parti compte 122 élus après la démission de 7 élus. Il a obtenu 135 suffrages au total et est classé en troisième position, suivi de près par le candidat du MPA, Yacine Ramdani, maire de Oued-Ghir qui a été accrédité de 132 bulletins. Ce dernier a brassé aussi des voix du côté d'autres formations politiques. Enfin, le candidat indépendant, maire d'Ighram, Bousaâd Ibalidien, a obtenu 8 suffrages. Par ailleurs, il a été enregistré des bulletins nuls. Le nombre de voix exprimées est de 770 alors que 69 élus ont préféré rester chez eux et boycotter cette joute électorale. Juste après son élection, le nouveau sénateur Mohamed Betatache dira que sa mission première est de «porter encore les revendications des populations plus haut, celles que nous avons défendues au niveau de l'APW en frappant du poing sur la table». Des revendications que nous connaissons et qui portent sur les dossiers du CHU, de la plate-forme pétrochimique, d'une route nationale au niveau du littoral, d'une nouvelle ville, l'organisation d'une année du savoir et de dialogue des civilisations à Béjaïa, l'amélioration des conditions de vie des citoyens en ce qui concerne l'aménagement des routes, le raccordement en eau potable et gaz de ville, la réalisation des réseaux d'assainissement, le logement et l'emploi. Il y a lieu de noter que l'APW devrait se réunir dans un délai de 15 jours pour élire un nouveau président et tout porte à croire que ce sera Ali Rabhi, actuel vice-président, qui succédera à M. Betatache si les vieux clivages ne pointent pas encore.

Hocine Cherfa

Funérailles nationales et populaires au dernier chef historique

Arrivée de la dépouille de Aït Ahmed aujourd'hui à Alger

■ Depuis l'annonce de son décès, beaucoup d'hommages et de témoignages de respect et de reconnaissance ont été exprimés en Algérie, mais aussi de par le monde à la mémoire du grand révolutionnaire.

Par Meriem Benchaouia

La dépouille de Hocine Aït Ahmed arrive aujourd'hui à Alger, en provenance de la Suisse. L'enterrement est prévu demain dans son village natal, Aït Ahmed (commune d'Aït Yahia). Décidé mercredi dernier, un hommage national sera rendu au regretté militant des causes justes et non moins figure emblématique de la guerre de Libération nationale. Il y est annoncé que le jour de l'arrivée de la dépouille de Hocine Aït Ahmed, une veillée de recueillement aura lieu au siège national du FFS à Alger. Depuis l'annonce de son décès, beaucoup d'hommages et de témoignages de respect et de reconnaissance ont été exprimés en Algérie, mais aussi de par le monde à la mémoire du grand révolutionnaire. Le défunt était un «révolutionnaire intellectuel engagé», ont témoigné, hier à Alger, des moudjahidine ayant côtoyé celui qui était un des membres qui ont déclenché la glorieuse révolution du 1^{er} novembre 1954. Intervenant au forum d'*El Moudjahid*, à l'occasion d'une conférence-débat organisée par l'Association «Machaâl Echahid», Mohamed Khane, ancien membre du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), a qualifié Aït Ahmed de «révolutionnaire intellectuel» qui était «un des premiers à appeler à la création du GPRA». Il a également mis en exergue le côté intellectuel du défunt qui a à son actif plusieurs publications, dont une thèse de doctorat en sciences politiques, soutenue à Nancy (France) sous le titre de «L'afro-fascisme». De son côté, le moudjahid Rabah Nait Abdellah a fait observer que

Au centre funéraire de Lausanne



Hocine Aït Ahmed avait toujours «insisté» sur la création d'un gouvernement provisoire, considérant que «le colonialisme français ne devait pas être combattu uniquement par les armes, mais aussi sur le plan diplomatique». Dans ce sens, il a rappelé que le défunt avait représenté l'Algérie au congrès de Bandung en Indonésie, ce qui avait ouvert la voie à l'internationalisation de la cause algérienne, portée alors aux Nations unies, selon M. Nait Abdellah qui a côtoyé Aït Ahmed au parti du Front des forces socialistes (FFS). Pour sa part, le moudjahid Mohamed Seghir Belalam a estimé qu'*«il ne faut jamais cesser de rendre hommage à Aït Ahmed et à ses autres compagnons qui sont à l'origine du déclenchement de la glorieuse révolution de novembre»*, mettant en exergue «leur sacrifice pour que l'Algérie vive libre et indépendante». Il a ajouté qu'Aït Ahmed était un «zaïm» qui a joué un rôle «déterminant» dans la lutte contre le

colonialisme. Ainsi, les personnalités continuent à présenter leurs condoléances au siège du FFS. En effet, des personnalités, représentants d'organisations nationales et de la famille révolutionnaires continuaient à affluer au siège du Front des Forces socialistes (FFS) pour présenter leurs condoléances. Dans une déclaration à la presse, le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (Cncppdh), Farouk Ksantini, a souligné que l'*«Algérie a connu de grands hommes et Aït Ahmed est un de ces militants et héros qui ont voué leur vie à la défense des principes de démocratie, des droits de l'homme et des causes de liberté»*. Pour sa part, Amar Messenen, un notable de la wilaya de Ghardaïa, a estimé que le regretté était un «symbole de militantisme aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays», et un homme qui a «marqué de son empreinte l'histoire de l'Algérie». L'homme d'affaires Isaad Rebrab

Ph.D.R.

a estimé que le défunt Aït Ahmed était un homme hors pair et «un des monuments de l'Algérie», appelant à poursuivre la lutte pour la démocratie pour laquelle le défunt a voué sa vie. Par ailleurs, un ultime hommage a été rendu mardi à Lausanne, en Suisse, au défunt Hocine Aït Ahmed, qualifié notamment de «résistant inlassable» et d'homme «aussi grand que modeste». Plus de 300 personnes ont rendu un hommage émouvant au leader politique et révolutionnaire qui a consacré toute sa vie pour une Algérie démocratique et prospère, selon des médias suisses. «Résistant inlassable, mais aussi héros ordinaire, Hocine Aït Ahmed était un homme aussi grand que modeste», a affirmé le professeur Marie-Claire Caloz-Tschopp, qui a travaillé avec l'un des dirigeants historiques de la Révolution algérienne. «Notre deuil est aussi immense que l'héritage qu'il nous laisse», a poursuivi la philosophe, louant «l'intelligence aigüe et la civilité exquise» de cette grande figure historique du nationalisme algérien. À Tunis, le corps diplomatique accrédité a rendu un ultime hommage à Aït Ahmed, saluant son combat pour soustraire l'Algérie du joug colonial et ses positions constantes après l'indépendance. A Nouakchott, des personnalités de la classe politique se sont rendues au siège de l'ambassade d'Algérie dans ce pays pour signer le registre de condoléances, évoquant le long et riche parcours du défunt et le combat pour l'Algérie et sa défense des principes démocratiques et l'instauration d'un Etat de droit.

M. B.

Grève des trains à Alger, Oran, Constantine et Blida

Les cheminots disent stop aux passages à niveau non gardés

Suite au décès de l'un de leurs collègues dans un accident qui a eu lieu avant-hier sur un passage à niveau situé à Akbou dans la wilaya de Béjaïa, les travailleurs de la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) ont entamé hier une nouvelle grève paralysant totalement le trafic ferroviaire dans les grandes villes du pays.

Selon le représentant des travailleurs de la SNTF, Haroun Boulemia, les travailleurs protestent contre l'absence de passages à niveau gardés. En effet, suite au décès de l'un de leurs collègues, les conducteurs de train ont entamé une grève illimitée. Le directeur général de la SNTF, Yacine Bendjaballah, a précisé que ce mouvement est suivi à Alger, Oran, Constantine et Blida, avant d'ajouter que des discussions auront lieu avec les représentants des travailleurs pour discuter sur cette question des passages à niveau non gardés, «un de nos soucis et notre priorité pour la sécurisation du trafic ferroviaire et de la vie de nos travailleurs». Yacine Bendjaballah poursuit :

«Notre programme de développement prend en charge cette question des passages à niveau qui doivent disparaître à l'avenir avec la mise en place de notre programme de modernisation du réseau». Par ailleurs, le président a affirmé que la reprise du trafic sera «la question centrale lors de nos discussions avec les représentants des travailleurs». «Mais nous essayons pour le moment d'apaiser les esprits de nos travailleurs», conclut-il. Les voyageurs, en colère contre cette nouvelle grève des travailleurs de la SNTF, ont exprimé leur mécontentement. «A chaque fois c'est la même histoire. Sans rien annoncer, les chauffeurs font grève. Il faut nous prévenir pour nous permettre de prendre nos précautions», nous explique une jeune femme à la gare d'Agha. A la gare de Blida, hier matin, les voyageurs, généralement des travailleurs qui se rendent à Alger, El Harrach, Hussein-dey, ont quitté les lieux «furieux» contre les travailleurs qui, selon un citoyen, devaient annoncer tôt la grève. Ce problème de passages à niveau non gardés

a souvent été au centre des discussions des travailleurs. En effet, fin novembre 2015, une personne a trouvé la mort et deux autres ont été blessées lorsqu'un train de voyageurs a heurté un camion-citerne qui tentait de traverser un passage à niveau entre Maghnia et Oran. Le communiqué de la SNTF précise que dans cet accident il a été enregistré le décès du contrôleur de train et la blessure du conducteur de train et du chauffeur du camion, qui ont été évacués vers l'hôpital de Sidi-Bel-Abbès. Des voyageurs ont été blessés alors que l'autorail a été complètement détruit. L'accident s'était produit à un passage à niveau non gardé sur la ligne Oued Tlélat. Mais le P-DG de la SNTF reste optimiste et annonce la prochaine réception de 17 autorails en 2017, sur la base d'un programme doté de 127 milliards de dinars pour la modernisation du secteur.

Thinhinene Khouchi

Renouvellement partiel du Conseil de la nation

Le RND reste majoritaire malgré la victoire du FLN

■ Suite au renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation, le RND garde sa première place au Sénat avec 43 sièges contre 40 pour le FLN. Le vieux parti, arrivé en tête de l'élection de mardi avec 23 sénateurs, a été pénalisé par l'indiscipline de ses militants dont certains se sont présentés en candidat libres.

Par Nacera Chennafi

Le parti du Front de libération nationale est arrivé en tête aux élections pour le renouvellement de la moitié des membres du Conseil de la nation, qui se sont déroulées mardi à travers les 48 wilayas du pays, avec 23 sièges, suivi du Rassemblement national démocratique avec 18 sièges, selon les résultats préliminaires rendus publics hier par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Cependant, le RND garde sa première place au Sénat avec au total avec 43 sièges contre 40 pour le FLN. Le vieux parti a été pénalisé par l'indiscipline de ses militants dont certains se sont présentés en qualité de candidat libres.

Selon la même source, les Indépendants ont obtenu quatre sièges, alors que le Front des forces socialistes a remporté deux sièges et el-Fadjr el-Djadid un siège. Le nombre d'élus des Assemblées populaires communales et de wilayas constituant le collège électoral, a été de 26 892 membres, le nombre de votants 25 641, soit un taux de participation de 95,35%. En outre, 258 candidats ont postulé pour les 48 sièges objet de renouvellement, issus de 30 partis politiques et 12 indépendants.

Ces résultats ont été communiqués en attendant la proclamation officielle et définitive des résultats de l'élection par le Conseil constitutionnel, conformément aux dispositions de l'article 125 de la loi organique 12-01 du 12 janvier 2012 relative au régime électoral, précise la même source.

A travers ces résultats préliminaires, Amar Saadani, SG du vieux parti, n'a pas récupéré la majorité face au parti d'Ahmed Ouyahia. Pourtant, le patron du FLN voulait à tout prix recouvrer sa première place à la chambre haute du Parlement après l'avoir perdue en 2012 face au RND qui avait bénéficié, lors des précédentes élections, du soutien du Parti des travailleurs.



PHOTO: R.

Lors de l'élection qui s'est déroulée toute la journée du 29 décembre, le FLN n'a pas eu recours aux alliances avec les élus des autres partis, mais a pu tout de même arracher la première place avec 23 sièges.

Le vieux parti aurait pu avoir 27 sièges mais l'indiscipline a fait que quatre sièges ont été remportés à titre d'indépendants qui sont arrivés en tête dans les wilayas de Tébessa, Bordj Bou Arréridj, Oum El-Bouaghi et Constantine. A cet effet, le SG du FLN, Amar Saadani, va-t-il appliquer ses menaces et instructions concernant la radiation de tout militant du FLN qui se présente en dehors des listes officielles du parti ou cédera-t-il comme le faisait son prédécesseur, Abdelaziz Belkhadem lors de précédentes élections ? Une fois élus, les candidats indépendants sont réintégrés au groupe parlementaire du parti pour assurer plus de représentation possible. Il faut savoir que le FLN est arrivé en tête dans les wilayas de Souk Ahras, Annaba, Tindouf,

Khenchela, Sétif, Tlemcen, Tiaret, Boumerdès, Batna, Mascara, Msila, El-Tarf, Ain Defla, Bouira, Béchar, Al-Bayadh, Laghouat, Naama, Adrar, Ghardaia, Alger, El-Oued et Tamanrasset.

Le RND est arrivé en tête dans les wilayas de Djelfa, Aïn Témouchent, Mila, Ouargla, Relizane, El-Tarf, Tissemsilt, Biskra, Skikda, Chlef, Oran, Tipaza, Sidi Bel-Abbès, Jijel, Guelma, Blida, Illizi et Saida. Il est à noter que même le parti d'Ouyahia a été pénalisé par l'indiscipline dans ses rangs constatée dans cinq wilayas mais cela ne l'a pas empêché de conserver la première place. A ce propos, le porte-parole du RND, Seddik Chihab, a indiqué hier que son parti, qui a remporté 18 sièges aux élections pour le renouvellement de la moitié du Sénat et comptait déjà 25 membres non concernés par le renouvellement partiel, a «gardé la majorité au Conseil avec 43 membres». Chihab a souligné que le RND avait «atteint les

objectifs qu'il s'était fixés». Le FFS est arrivé en tête dans les wilayas de Tizi Ouzou et Béjaïa en ce moment de deuil après la disparition de son fondateur, l'historique Hocine Aït Ahmed, alors que son rival en Kabylie, le RCD, s'attendait au moins à un siège. La surprise est créée par le parti Fadjr Al Jadid, arrivé en tête dans la wilaya de Mostaganem.

Les partis islamistes n'ont obtenu aucun siège. Ainsi, l'époque où le Mouvement de la société pour la paix avait des représentants à la chambre haute du Parlement est finie, en attendant la prochaine élection. Cette institution a gardé ses grands équilibres avec une opposition très faiblement représentée et une majorité assurée par le FLN et le RND.

En plus de 96 élus au scrutin indirect et secret (2 tiers), le Sénat est composé de 48 membres désignés par le président de la République dans le cadre du tiers présidentiel.

N. C.

Tizi Ouzou

Le FFS remporte les sénatoriales et renforce sa présence au Sénat

Le Front des forces socialistes (FFS) a renforcé sa présence au Sénat en remportant les élections sénatoriales dans la wilaya de Tizi Ouzou en battant son rival le Rassemblement pour la culture et la démocratie. Le FFS s'offre le second poste de sénateur de la wilaya qui est revenu au président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) Hocine Haroun qui ira rejoindre son camarade Moussa Tamadartaza élu en 2012. Pourtant, l'avantage numérique était en faveur du candidat du RCD qui comptait le

plus d'élus, au nombre de 310, alors que le FFS en avait 275. Le dépouillement des 979 bulletins glissés dans l'urne de l'unique bureau de vote ouvert au niveau du salon d'honneur du siège de la wilaya a révélé que 410 élus ont voté pour Hocine Haroun. Alors que son concurrent, Hamid Ait Said, maire d'Iferhounène, n'a réussi à obtenir que 357 voix. Le candidat du Front de libération nationale (FLN), Malik Idjekouane, a obtenu 90 voix, suivi de Sidi Ali Zemirli du Rassemblement national démocratique

(RND) avec 49 voix et du candidat des indépendants Idir Nekkache (04). Le taux de participation a frôlé les 90%, alors que le nombre de bulletins nuls a été de 69. Il est à noter que les grands électeurs de la wilaya de Tizi Ouzou étaient unanimes à déplorer les conditions du déroulement des sénatoriales, eu égard à la forte affluence des élus qui a engendré la lenteur dans l'accomplissement du vote. Certains élus avaient même appelé l'administration à l'ouverture d'un second bureau.

Hamid M.

LA QUESTION DU JOUR

De prix plancher en prix plancher

D suite de la page Une déjà que le marché souffre d'un excès de l'offre, s'il faut que celle-ci augmente encore l'année prochaine, ce n'est peut-être pas autour de 30 dollars que le prix plancher va se fixer, mais 10 échelons plus bas, à 20 dollars. Il y avait seulement quelque temps, cette éventualité n'était guère envisagée. C'est qu'on pensait qu'il existe une limite à l'accroissement de l'offre, au-delà de laquelle elle se mettra automatiquement à se réduire, laquelle limite sera atteinte dès lors que les producteurs de pétrole de schiste, tous des Américains, n'auraient plus aucun intérêt à continuer leur production, pour la bonne raison qu'elle leur coûterait plus cher qu'elle ne leur rapporterait. Sauf que ce fut ce même raisonnement qu'on s'était tenu quand le prix du baril n'était pas à 40 mais à 80 dollars, et que dans le même temps des experts patentés estimaient le baril de schiste à 70 dollars en termes de prix de revient. Puis ce prix de revient s'est mis lui-même à reculer, en même temps que continuait la baisse du prix de vente du baril conventionnel, à croire qu'ils étaient rigoureusement indexés l'un sur l'autre. Force est maintenant de le reconnaître, le prix de revient du baril non conventionnel a jusqu'à présent été un secret bien gardé. Si les producteurs américains se préparent à entrer sur le marché, s'ils ne sont pas découragés par un baril à moins de 40 dollars, c'est que leur marge bénéficiaire est alléchante même à ce prix, et peut-être même à un prix plus bas encore. Or il n'y a pas qu'eux qui aient l'intention de déverser de nouvelles quantités sur le marché, il y a aussi les Iraniens, pour qui le prix de revient n'est pas un problème. De sorte que même si les producteurs américains sont entravés par les coûts, qui agiront le moment venu sur eux comme une force de rappel, et même d'éjection du marché, serait-ce momentanément, le temps que les cours repartent à la hausse, la production iranienne, elle, n'a d'autre limite que celle de mettre devant elle sa propre capacité d'extraction. Tout ce qu'il est possible de dire, c'est que dans ce mouvement de baisse, il faut bien qu'arrive un moment où le pétrole non conventionnel cesse d'être rentable, et doit de ce fait se raréfier ou même cesser d'être proposé sur le marché. Mais quand cela arrivera-t-il ? Cela, personne ne peut le savoir par avance. D'autant qu'on ne sait pas ce que coûte aux producteurs américains la production d'un baril de schiste. M. H.

Voyager ou rester chez soi

Comment les Algériens vont accueillir 2016

■ Aujourd'hui, c'est le réveillon. Si certaines familles ont pris un billet d'avion pour passer le réveillon sous d'autres cieux, ou au Sud de l'Algérie, d'autres par contre, par choix ou par manque de moyens, préfèrent passer cette nuit de fin d'année en famille.

Par Louiza Ait Ramdane

Chaque Algérien a sa manière de fêter le nouvel an. Les uns optent pour un voyage à l'étranger, les autres pour un séjour dans le Grand-Sud du pays, tandis que la majorité des Algériens organisent un dîner en famille ou entre amis faute de moyens.

Fêter le nouvel an à l'étranger est, pour la plupart d'entre eux, une occasion de profiter pleinement de l'ambiance qui règne dans ces pays en cette période de l'année.

En cette période de fin d'année, les agences de voyages touristiques ont tout fait pour séduire une clientèle avide de voyage. La Turquie, la France, l'Espagne et le Grand Sud sont les destinations les plus prisées par les Algériens pour fêter le nouvel an, selon plusieurs agences de voyages. La plupart préfèrent Istanbul, même si les séjours qui sont proposés sont chers par les agences qui organisent des voyages organisés. Il y a aussi une forte demande pour la France et le Grand Sud algérien. D'autres préfèrent des pays comme l'Espagne, l'Italie. C'est variable.

Ainsi, dès les premiers jours du mois de décembre, les Algériens fans de l'autre rive de la Méditerranée se sont précipités pour réserver leur voyage avant qu'il ne soit trop tard. Fêter le nouvel an à l'étranger est, pour la plupart des Algériens une

Habitat

La distribution des logements sociaux se poursuit

PAS MOINS de 316 logements sociaux des segments RHP (résorption de l'habitat précaire) et LPL (logements publics locatifs) ont été distribués mercredi à Herratène, près de Jijel, a-t-on constaté.

Dans ce cadre, 162 familles qui résidaient dans des habitations précaires au quartier des «40 hectares», à Jijel, ont reçu les clés de leurs appartements au cours d'une cérémonie empreinte de soulagement et de joie.

Cette action s'inscrit «dans le cadre de l'éradication des bidonvilles et de l'habitat précaire initiée par les pouvoirs publics locaux», a déclaré à l'APS le responsable de la cellule de communication de la wilaya, précisant que le programme de distribution de LPL prévoit la distribution de 1 421 logements «avant la fin de cette année».

Au cours de la même journée, 154 clés d'appartements LPL ont été remis à leurs bénéficiaires sur le même site de Herratène.

O. B.

occasion de profiter pleinement de l'ambiance qui règne dans ces pays à ce moment de l'année. Il n'est pas rare qu'ils ratent cette occasion. Il faut noter que nombre d'Algériens préfèrent rendre visite à des proches installés à l'étranger, notamment en France, pour passer le réveillon en famille, sans passer par une agence de voyages. Ainsi, Paris et toutes les autres villes françaises accueillent le plus grand nombre d'Algériens en cette période de fêtes de fin d'année. D'ailleurs, il est difficile de trouver une place pour la capitale française, car la plupart des compagnies aériennes, qui assurent la liaison entre Alger et Paris, affichent complet pendant les dernières semaines du mois de décembre. C'est le même constat pour l'Espagne et sa capitale Madrid, mais aussi la ville de Barcelone qui accueillent également de nombreux Algériens.

Le Sud semble également raffer la mise, en affichant complet il y a déjà de cela deux semaines avant le jour J. Ainsi, des régions du Sud comme Djanet, Tamanrasset, Timimoune, Saoura, Biskra et Boussaâda seront ainsi envahies par des milliers de personnes. La destination Sahara

Une production record de liège, estimée à près de 20 000 quintaux a été enregistrée cette année dans la wilaya d'El Tarf, a appris l'APS, mercredi, auprès de la Conservation des forêts. Cette production qui conforte le premier rang national de cette wilaya de l'extrême-est du pays en matière de récolte de liège, est le fruit de l'exploitation d'une subéraie couvrant 74 000 hectares, selon la même source. Les objectifs fixés ont été réalisés à plus de 90 %, a-t-on indiqué à

Le secteur de l'emploi à Oran a connu, tout le long de l'année 2015, une dynamique particulière, avec le placement à fin décembre de près de 17 000 jeunes demandeurs d'emploi, a indiqué mercredi, le directeur de wilaya de l'Agence nationale de l'emploi (Anem).

Au cours de cette année, près de 1 500 placements de jeunes dans des postes d'emploi ont été réalisés mensuellement par l'Anem d'Oran, ce qui va permettre fin décembre, le placement de près de 17 000 demandeurs d'emploi au cours de cette année, a indiqué à l'APS, Abdelhamid Benachiba.

Fin novembre dernier, 15 458 placements dans des postes d'emploi ont été réalisés. Le mois de décembre connaît également la même cadence de placement.

«Nous atteindrons à la fin de ce mois de décembre le chiffre de 17 000 placements, soit un bilan supérieur aux objectifs fixés par la direction générale de l'Anem, soit 14 000 placements en 2015», a-t-il souligné.



connaît un engouement sans précédent en cette période de l'année. Chaque fin d'année, les structures hôtelières du Sud du pays, notamment celles de Djanet, de Tamanrasset et de Taghit, accueillent des milliers d'amoureux du désert. L'inconvénient dans ces régions est le problème de manque de structures d'hébergement dont la capacité d'accueil ne supporte pas un flux important de touristes. Pas facile de trouver une location de dernière minute dans

ces villes du Sud. Une chose qui dissuade les Algériens qui optent chaque année, pour l'étranger.

La célébration du nouvel an est avant tout une question de moyens et de l'offre aussi.

Ainsi, les Algériens qui n'ont pas les moyens de fêter le nouvel an à l'étranger préfèrent le passer entre amis ou en famille chez eux ou autour d'un dîner dansant proposé dans un restaurant ou en soirée dans un hôtel. Toutefois, la majorité ne peut se permettre un séjour à l'étranger

ou dans le Sud du pays, ni même une soirée dans un hôtel ou un dîner dansant, car pour eux les prix pratiqués sont trop élevés... C'est pourquoi, ils célèbrent le nouvel an en organisant, chez eux, un dîner entre amis ou en famille. D'autres, des conservateurs, rejettent jusqu'à l'idée de ce genre de fêtes et estiment ne pas être concernés. En tant que musulmans, nous devons célébrer le muharram, le nouvel an hégirien.

L. A. R.

El Tarf

Une production record de près de 20 000 quintaux de liège

Une production record de liège, estimée à près de 20 000 quintaux a été enregistrée cette année dans la wilaya d'El Tarf, a appris l'APS, mercredi, auprès de la Conservation des forêts. Cette production qui conforte le premier rang national de cette wilaya de l'extrême-est du pays en matière de récolte de liège, est le fruit de l'exploitation d'une subéraie couvrant 74 000 hectares, selon la même source. Les objectifs fixés ont été réalisés à plus de 90 %, a-t-on indiqué à

la Conservation des forêts, soulignant que la baisse du nombre de foyers d'incendie ainsi que les bonnes conditions climatiques ont favorisé l'augmentation de la production de liège. Cette production record est également le fruit de l'amélioration des méthodes de déliègeage et l'exploitation de parcelles régénérées et entrées en production après une période nécessaire de dix ans.

Lancée à la fin du mois de juin dernier, la campagne de déliègeage, confiée à l'entre-

prise régionale du génie rural «Babors», s'est déroulée dans d'excellentes conditions, a-t-on affirmé. Les responsables de la Conservation des forêts ont fait part d'un «ambitieux» programme arrêté pour l'année 2016 portant sur le reboisement en chêne-liège de 200 hectares de forêts dans cette wilaya où la subéraie représente plus de 57 % de sa superficie forestière totale qui dépasse les 160 000 hectares.

Ouali Y.

Emploi

Une dynamique particulière en 2015

En 2014, l'Anem d'Oran a réalisé 14 722 placements pour un objectif fixé à 12 000 placements, soit un taux de réalisation de l'ordre de 123%.

«Les objectifs tracés par notre direction générale ont été largement dépassés. Jusqu'à novembre dernier, nous avons atteint les 110% des objectifs initiaux. Nous devrions atteindre un taux de 121% pour toute l'année», a indiqué M. Benachiba.

Pour lui, ces réalisations ne sont pas fortuites car, elles sont les résultats d'un travail de longue haleine déployés par les cadres de l'Anem en matière de sensibilisation, d'information et de modernisation des moyens de travail.

L'introduction du système «Wassit» (un système d'information destiné à moderniser les services de l'Anem), au cours de cette année, a beaucoup facilité le travail des agents et formateurs de l'Agence puisqu'il visait à assurer un meilleur traitement des demandes et offres d'emploi. Ce nouveau système a été introduit dans le but d'améliorer

la prise en charge des jeunes demandeurs d'emploi et de répondre au mieux aux besoins des employeurs en matière de main-d'œuvre qualifiée. Pour M. Benachiba, ce système est destiné à faciliter la médiation entre l'offre d'emploi exprimée par les employeurs et la demande, selon des techniques de rapprochement à travers l'intégrité des données par des référentiels en particulier la Nomenclature algérienne des métiers et emplois (Name).

Aussi, en vue d'augmenter les chances des demandeurs d'emploi, des ateliers de formation dans les techniques de recherche d'emploi principalement la rédaction d'un CV, d'une lettre de motivation et d'entretien d'embauche, entre autres, ont été organisés dans plusieurs agences locales de l'emploi au profit des demandeurs d'emploi.

«Ces actions entamées au cours de l'année ont largement contribué dans la réalisation des résultats de l'Anem à Oran», a indiqué le responsable.

Halim O.

Stratégie européenne de sécurité énergétique

L'Algérie se révèle un partenaire de premier plan

■ Décidée à réduire sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie, l'Europe tente de diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie, ciblant d'autres fournisseurs réputés fiables tels que l'Algérie pour assurer sa sécurité énergétique eu égard au rôle crucial que celle-ci joue pour conforter la position politique et économique de l'Union.

Par Souad L.

L'éclatement de la crise en Ukraine a rappelé à l'Union européenne (UE) l'importance de diversifier les sources et les voies d'approvisionnement énergétique et de renforcer la capacité de l'Union à réagir efficacement lors des éventuelles crises d'approvisionnement en gaz. L'UE continue d'importer 53% de l'énergie qu'elle consomme, à savoir 85% pour le pétrole, 67% pour le gaz, 41% pour les combustibles solides et environ 95% pour l'uranium, selon un rapport du Parlement européen qui relève qu'une large part des importations énergétiques de l'Union provient de «régions instables» sur le plan géopolitique. Plusieurs Etats membres, souligne-t-on, restent tributaires d'une source d'approvisionnement extérieure unique, ce qui «entraîne des coûts élevés pour les citoyens, les entreprises et les budgets publics, entrave la croissance économique et la prospérité de l'Europe et met en péril la sécurité nationale et la sécurité de l'Union». En effet, l'Union est fortement dépendante d'un seul pays, la Fédération de Russie, qui est le principal exportateur de pétrole (35%), de gaz (26%), de charbon (30%) et d'uranium (25%) vers l'Union, selon la même source. La vulnérabilité du marché de l'énergie dans le contexte géopolitique fait que la politique énergétique est devenue une priorité stratégique pour l'UE qui, il y a presque dix mois, a adopté le cadre stratégique pour une Union de l'énergie. Celui-ci a pour principal objectif de diversifier les sources afin que l'Europe puisse rapidement se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement si le coût politique ou financier des impor-



tations en provenance de l'Est devient trop élevé, souligne-t-on. Dans une proposition de résolution, le Parlement européen appelle de ses vœux la mise en place d'un nœud gazier méditerranéen doté de capacités renforcées en GNL et exhorte l'Union à exploiter les possibilités offertes par les importantes réserves de gaz dans les pays d'Afrique du Nord pour renforcer sa sécurité énergétique. Il estime que ces importantes réserves de gaz dans les pays d'Afrique du Nord et les récentes découvertes dans l'est de la Méditerranée offrent à la région méditerranéenne l'occasion de se profiler comme «le centre dynamique d'un réseau de gazoducs assurant le transport du gaz naturel vers l'Europe». Pour les Européens, il est plus important que jamais de garantir un approvisionnement fiable en énergie, ainsi que la diversification des approvisionnements en énergie et de mettre fin à la dépendance excessive au gaz russe. Le premier rapport sur l'état de l'union de l'énergie, publié il y a un mois, indique que

«d'importants progrès ont déjà été accomplis» depuis l'adoption du cadre stratégique pour une union de l'énergie, mais beaucoup reste à faire, et 2016 «sera une année importante» à cet égard.

L'Algérie, un partenaire incontournable pour l'Europe

Pour 2016, la Commission européenne prépare un plan d'action diplomatique visant à diversifier les sources d'approvisionnement en gaz naturel de l'UE. Bernard Savage, du service européen d'action extérieure, avait annoncé lors d'une rencontre interparlementaire Parlement algérien-Parlement européen, organisée au début du mois à Bruxelles, la tenue prochaine d'un nouveau round du dialogue algéro-européen de haut niveau sur l'énergie. Le commissaire européen à l'énergie, Miguel Arias Canete, a confirmé récemment tout l'intérêt que porte l'Europe pour la Méditerranée, notamment pour

l'Algérie qui dispose d'un potentiel énorme. La Commission organisera un forum commercial au début de l'année 2016 afin d'examiner les possibilités qui s'offrent pour les investissements européens dans le secteur des hydrocarbures en Algérie : «Nous, Européens, n'investissons pas beaucoup en Algérie qui pourrait être une source d'approvisionnement fiable pour l'UE. Nous devrions donc former une relation plus étroite avec ce pays», avait-il plaidé à Bruxelles. Le dialogue politique sur l'énergie entre l'Algérie et l'UE avait été lancé le 5 mai dernier à l'occasion de la visite en Algérie du Commissaire Canete. «L'Algérie est un partenaire de tout premier plan pour l'Union européenne et je me réjouis du renforcement et de l'approfondissement très positifs de nos relations. Le Partenariat stratégique entre l'UE et l'Algérie dans le domaine de l'énergie est un partenariat fort, fondé sur la confiance réciproque et l'intérêt mutuel, et nous souhaitons le développer encore davantage et l'inscrire

dans le long terme», avait-il affirmé. Le lancement du dialogue politique sur l'énergie devrait contribuer au renforcement de la coopération bilatérale dans le nouveau contexte de sécurité énergétique, avait-il encore ajouté. Les rencontres algéro-européennes s'inscrivent dans le cadre du Partenariat stratégique entre l'Union européenne et l'Algérie dans le domaine de l'énergie, tel qu'établi par le Memorandum d'entente signé à Alger le 7 juillet 2013. Le Memorandum établit un cadre de coopération qui couvre l'ensemble des sujets d'intérêt commun, à savoir les hydrocarbures, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, la réforme du cadre législatif et réglementaire, la progressive intégration des marchés de l'énergie, le développement des infrastructures d'intérêt commun, le transfert de technologie et le développement local. Après l'expérience de 2006 et 2009, lorsque la Russie a interrompu l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine, les perturbations vécues dans certains pays d'Europe centrale et orientale et la dépendance trop forte aux fournisseurs d'énergie externes ont contraint l'Europe à prendre de nouvelles dispositions pour la sécurité des approvisionnements européens. «L'Algérie est un fournisseur majeur et fiable de l'Europe, alors que l'Europe est le principal importateur de gaz algérien et le restera dans les prochaines années», avait encore soutenu le Commissaire Canete. S. L./APS

Assurances

La CAAT augmente son capital social de 40%

LA COMPAGNIE algérienne des assurances (CAAT) a annoncé avoir augmenté son capital social qui est passé à 16 milliards DA contre 11,49 milliards DA, soit une hausse de près de 40%. Cette opération d'augmentation de capital a été réalisée par l'incorporation des réserves avec un montant additionnel de 4,51 milliards de DA, a précisé cette compagnie publique dans un communiqué. La CAAT avance que cette nouvelle hausse de son capital social lui permettra de «consolider sa position d'assureur des grands risques tout en augmentant sa capacité de rétention avec pour objectif majeur la réduction des achats de couverture en devises». Cette compagnie avait été créée en 1985 avec un capital social de 60 millions de DA. R. E.

Commerce

Un salon dédié aux exportations projeté en 2016

Le ministère du Commerce envisage d'organiser, en 2016, un salon exclusivement dédié aux exportations, pour chercher les moyens à même de booster les exportations hors hydrocarbures, a indiqué le ministre du secteur Bakhti Belaïb. «Nous espérons tenir, en 2016, un salon dédié aux produits exportés par l'Algérie. Ce sera une opportunité pour parler des difficultés auxquelles font face les exportateurs et des solutions que nous pourrions apporter à ces problèmes», a déclaré le ministre à l'occasion de la cérémonie de clôture de la 24^e foire de la production nationale. M. Belaïb a insisté sur l'importance du développement de la production nationale avec pour objectif de développer les exportations. «Nous devons tirer profit de l'accord d'association avec l'Union européenne pour placer certains produits agricoles

algériens sur les marchés européens», a-t-il enchaîné. «Nous sommes, par exemple, dans une période où la pomme de terre est abondante chez nous et il est important de saisir ce genre d'opportunité pour exporter», a poursuivi le ministre. Avec 2,8 milliards de dollars, les exportations algériennes hors hydrocarbures n'avaient représenté que 4,4% des exportations globales du pays en 2014, selon les chiffres des Douanes. Concernant l'édition 2015 de la Foire de la production nationale qui s'est tenue au Palais des expositions, le ministre a parlé d'un «franc succès sur tous les plans» vu le nombre de participants qui a atteint les 372 entreprises publiques et privées, mais également l'affluence du public. «Nous n'avons pas encore de chiffres exacts sur le nombre de visiteurs, mais une grande affluente a été

constatée cette année», a-t-il relevé. Pour le ministre, l'édition de cette année revêt une importance particulière parce qu'elle intervient dans un contexte marqué par le recul des prix du pétrole.

«Peut-être que cette conjoncture nous guidera vers un nouveau chemin et nous encouragera à imposer la production nationale et à nous libérer de la dépendance aux hydrocarbures», a-t-il soutenu. Placée sous le thème «La production algérienne garante d'une économie en devenir», cette manifestation a été marquée par la participation d'entreprises spécialisées dans les domaines de l'agroalimentaire et l'emballage, des industries mécaniques, métallurgiques et sidérurgiques, des industries chimiques et pétrochimiques en plus d'établissements du secteur financier. Ali O.

Oran

Près de 5 000 fosses septiques éradiquées

■ Les projets de réseaux d'assainissement, réalisés en 2015 à travers nombre de communes de la wilaya d'Oran, ont permis d'éradiquer 4 737 fosses septiques, a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau.

Par Salim L.

Plus de 11 683 fosses septiques ont été recensées dans différents quartiers de la wilaya durant l'année, dont hai «Nedjma» (ex-Chteibo) dans la commune de Sidi Chahmi et des agglomérations des communes de Boutlélis, Bir El Djir et Bethioua, a-t-on indiqué. Un réseau d'assainissement sur 80 kilomètres et quatre stations de levage ont été réalisés contribuant à l'élimination de 1 500 fosses septiques à hai Nedjma qui a connu une extension urbaine ces dernières années.

Plus de mille fosses septiques restantes et trois autres collectives seront éradiquées dans cette localité après l'achèvement des travaux de plus de

1500 mètres du réseau d'assainissement confiés à deux entreprises, selon la même source.

D'autres opérations similaires ont été concrétisées dans d'autres agglomérations dépourvues depuis longtemps de réseaux d'assainissement dont notamment «Cap Blanc», «Bouyakour» et cité «8 chouhada» dans la Misserghine (daïra de Boutlélis), hai «Bouamama» (Oran), douar Blegaid (Bir El Djir), Menatsia et Kristel (Gdyel), a-t-on encore signalé. Des travaux de réalisation de réseaux d'assainissement sont en cours au niveau d'autres quartiers et agglomérations situées à Ayayda (Bethioua), El Mohgoun (Arzew), Brédéah (Boutlélis), Benzerga (Ain Turck) et des lotissements à hai Khémisti (Bir El Djir) pour éradiquer 3 920 fosses



PH. > D. R.

septiques et améliorer par conséquent les conditions de vie des populations, a-t-on ajouté. La direction des ressources en

eau de la wilaya d'Oran compte inscrire d'autres projets en 2016 pour éradiquer 3 026 fosses septiques. Salim L./APS

Groupement urbain de Tlemcen

Eradication de 14 sites d'habitat précaire

Quatorze sites d'habitat précaire, disséminés à travers les quartiers populaires du groupement urbain de Tlemcen ont été éradiqués dernièrement suite au relogement de leurs occupants dans la nouvelle zone urbaine offrant les conditions de vie décente. Sitôt les 786 familles relogées, et ce en trois phases durant la deuxième quinzaine du mois de décembre en cours, il a été procédé à la démolition des bidonvilles situés notamment dans les quartiers populaires de Sidi Yaakoub, Safsaf, Attar, Riadh, Ouzidane, au niveau de l'ancien abattoir et de la route

menant vers Lourit qui relève de trois communes constituant le Grand Tlemcen, à savoir Tlemcen, Mansourah et Chetouane. Selon le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de Tlemcen, qui a présidé une cérémonie de remise des clés à de nouveaux bénéficiaires de logements, cette opération se poursuivra jusqu'à début janvier qui verra l'attribution de 1 100 logements dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP). Cette opération cible les daïras de Maghnia, Sebdo, Remchi et Hennaya, a-t-il précisé.

Bouchakor Mohamed a indiqué que les travaux de 8 000 logements publics locatifs enregistrent un taux d'avancement de 60 % pour être attribués au début de l'année prochaine. La wilaya de Tlemcen avait attribué entre 2014 et 2015 pas moins de 2 374 logements publics locatifs (LPL), 2 493 logements participatifs (LSP) et promotionnels aidés (LPA) à travers les communes de la wilaya.

Hani A.

Bordj Bou Arreridj

La station d'épuration d'Ain Taghrout réceptionnée «au cours du 1^{er} trimestre»

Une station d'épuration des eaux usées (STEP), en cours de réalisation dans la commune d'Ain Taghrout (35 km à l'est de Bordj Bou Arreridj) sera réceptionnée «à la fin du 1^{er} trimestre 2016», a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau. Les travaux de génie civil de cette STEP réalisée pour un coût de 98 millions de

dinars, affichent un taux d'avancement estimé à 90 %, a précisé le directeur des ressources en eau, Abdelali Ghediri, ajoutant que l'assemblage de l'équipement, en prévision de sa mise en service, est prévu la fin du 1^{er} trimestre 2016.

Ce responsable a souligné que la réalisation d'une STEP à Aïn Taghrout était devenue

«nécessaire» pour lutter contre les maladies à transmission hydrique, mettre fin aux foyers épidémiques et à la pollution, et préserver la qualité des eaux du barrage d'Ain Zada, situé dans le voisinage de cette localité. Les eaux épurées du barrage d'Ain Zada qui alimente les communes de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ainsi que plusieurs communes

de Sétif, d'El Eulma et de Bougaâ, seront réutilisées pour l'irrigation d'une surface estimée à 200 hectares, selon la même source.

La STEP d'Ain Taghrout génèrera 20 postes de travail permanents et plusieurs autres emplois dans le secteur de l'agriculture, a-t-on précisé.

N.O./agences

Mascara

Lutte contre la déperdition d'eau

L'unité de Mascara de l'Algérienne des eaux (ADE) a lancé dernièrement une campagne de lutte contre la déperdition de l'eau dans la wilaya visant à mettre un terme aux fuites, a-t-on appris du directeur de cette structure. L'opération intervient suite aux instructions du wali, Salah El Affani, portant sur la réhabilitation des routes, notam-

ment dans les grandes villes, et le colmatage dans certaines conduites qui connaissent des fuites d'eau, a souligné Miloud Habbi, qui a fait état de l'enregistrement de 96 fuites. L'ADE a mobilisé 7 équipes techniques de maintenance du réseau d'eau potable dont deux relevant du centre de Mascara et du secteur de Matmor soutenues par deux

équipes techniques de l'unité de Mostaganem de l'ADE, a-t-il indiqué. L'entreprise a recensé, en collaboration avec la direction des ressources en eau jusqu'au 21 décembre en cours, 96 fuites à Mascara au centre-ville, à hai Sidi Said et hai Slatna, à la 8^e ZHUN, à hai Medebber, dans la localité de Khessibia et au quartier «La gare». Les pouvoirs

publics ont renforcé cette campagne en facilitant l'accès aux autorisations de fonçage, ce qui a permis d'atteindre une moyenne de traitement de 10 fuites/jour, selon le directeur de l'ADE de Mascara. L'entreprise chargée de la réparation des conduites d'eau a procédé également au revêtement des chaussées, a-t-il ajouté. A.O.

Batna
La Protection civile s'emploie à renforcer sa présence dans la wilaya

LA PROTECTION civile poursuit ses efforts de renforcement du nombre d'unités d'intervention dans la wilaya de Batna, a indiqué le responsable de la communication de la direction de wilaya de ce corps constitué, Zoheir Nekaâ. Ce responsable a précisé que trois nouvelles unités secondaires seront mises en service d'«ici au premier semestre 2016», dans des points stratégiques de la wilaya, à savoir les communes d'Ain Yagout, de Theniet El Abed et de Ras Layoune, ce qui permettra, a-t-il ajouté, d'améliorer «notamment» le taux de couverture. M. Nekaâ a rappelé que deux unités similaires ont été mises en service il y a quelques mois dans le pôle urbain Hamla 3 (commune d'Oued Chaâba) et dans la commune de Djerma, dans des points névralgiques situés sur les routes nationales n° 3 (Batna-Constantine) et n° 75 (Batna-Sétif par Merouana). Plusieurs autres projets, à l'image d'un centre pédagogique de la Protection civile, des annexes de l'unité principale et un centre d'intervention avancé, sont en cours de réalisation dans cette wilaya, a-t-on encore rappelé. S.T.

Aïn Defla
Hausse de la production de viandes blanches en 2015

LA PRODUCTION de viandes blanches a connu une hausse «substantielle» à Aïn Defla passant à 244 168 quintaux en 2015, soit près de 18 330 qx de plus qu'en 2014, a-t-on appris auprès d'un responsable de la direction locale des services agricoles (DSA). Une progression de 8,10 % a été ainsi enregistrée à la faveur de cette augmentation de production de viandes blanches, a indiqué Amar Saâdi, chargé du service des statistiques à la même direction, relevant que la production de viandes blanches dans la wilaya est notamment concentrée dans les communes de Bir Ould Khélifa, Boumedfaâ, El Hocoïnina et Aïn Soltane. Cette tendance à la hausse de la production de viandes blanches devrait se poursuivre durant les années à venir dans la wilaya, a soutenu M. Saâdi, appuyant son affirmation par l'entrée en service au courant de l'année 2017 de 4 complexes avicoles en cours de réalisation dans les communes de Djellida, Aïn Soltane, El Abadia et de Sidi Lakhdar. Outre leur contribution à l'augmentation de la production animale (viandes blanches et œufs), ces complexes avicoles, dotés des équipements les plus modernes, permettront de créer des centaines de postes d'emploi, a-t-on assuré de même source. R.R.



Libye

Quête de consensus pour Al-Sarraj, le nouveau Premier ministre

■ Sécurité, économie et réconciliation nationale constituent les défis majeurs identifiés par Fayez Al-Sarraj qui compte impliquer tous les Libyens dans les solutions.

Par Hatem B.

C'est le 64^e anniversaire de l'indépendance de la Libye que Fayez Al-Sarraj a utilisé comme tribune pour préciser à qui veut l'entendre que dans le dossier de la sécurité, le chaos et la prolifération des armes étaient contraires à la notion de monopole de l'État sur l'utilisation de la force. Le nouveau Chef du gouvernement a ainsi souligné que «le monopole de l'État sur l'utilisation de la force est ce qui réalise sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national et lui permet d'établir la sécurité et la primauté du droit, ainsi que le respect des droits de l'homme». Et d'ajouter que cela ne peut être atteint que «par des institutions efficaces, en particulier l'armée, la police et les institutions judiciaires».

Urgence sur les dossiers économiques

M. Al-Sarraj a averti que le dossier économique et de services «exige des traitements et des dispositions urgents et décisifs pour assurer la fourniture de

services nécessaires à la vie des citoyens, le flux de services de base pour apaiser leurs souffrances, en particulier ceux qui sont dans les zones de conflit».

«Efforts de tous» sur la réconciliation nationale

Il a souligné que le dossier de la réconciliation nationale «exige des efforts de tous pour réconcilier et guérir la fracture pour mettre fin à la crise humanitaire et alléger les souffrances de nombreux spectres de notre tissu social et communautés en raison du conflit sur les réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur de la patrie». M. Al-Sarraj a également souligné que le gouvernement va travailler sur ces dossiers «sans relâche, à travers une vision claire, des objectifs et des mécanismes supposés être réalisés dans les plus brefs délais ; le gouvernement est conscient que d'autres dossiers chauds existent et il veillera à réaliser les aspirations du peuple libyen dans la transparence et l'intégrité des organes de l'État et établira le principe de reddition des comptes».

La méthode Al-Sarraj pour

relever les défis

«Les critères de base dans la sélection et la nomination sont l'efficacité et la capacité de s'acquiescer de son devoir», a indiqué Fayez Al-Sarraj qui vise «la réalisation de l'intégration et de l'équilibre géographique dans les intérêts des citoyens, loin de la marginalisation odieuse et la centralisation». Le Chef du gouvernement d'union nationale a fait état de la volonté de son cabinet de contrer les groupes terroristes et extrémistes qui cherchent à saper l'unité de la Libye et son intégrité territoriale, en ciblant la vie des citoyens, la sécurité et la stabilité à Benghazi et Syrte ou à Derna ou d'autres zones. Pour Al-Sarraj, traiter les dangers qui guettent le pays «est de la responsabilité de tous les Libyens avec à la tête le gouvernement», qui «fera tout son possible pour préserver la souveraineté de la Libye, et la consolidation en s'acquiesçant de son rôle en tant que partisan de la paix et de la sécurité, du développement économique à l'échelle régionale et internationale grâce à la coordination avec les pays voisins et amis».

Précieux soutien international

M. Al-Sarraj a souligné que le gouvernement de réconciliation nationale cherchera à profiter de



Ph. : DR

l'élan de soutien international pour la Libye et l'utiliser principalement pour réaliser les intérêts nationaux, la sécurité de la Libye, la protection de ses frontières, sa stabilité et sa renaissance. Le Chef du gouvernement de réconciliation nationale a fait part de sa confiance que les Libyens sont conscients des dangers auxquels leur pays fait face. «Nous sommes confrontés à des défis majeurs, notre crédit fondamental n'est pas une baguette magique, mais avec votre soutien, nous réussirons le pari». Il a indiqué que la patrie «ne sera construite que par le dialogue et le consensus» qui devraient être une culture socia-

le bien établie dans le pays.

H. B./ agences

Mauritanie

Un secteur bancaire capitalisé et liquide, mais vulnérable, selon le FMI

LE SECTEUR bancaire mauritanien «est bien capitalisé et liquide, mais reste vulnérable face aux chocs» selon un récent rapport du Fonds Monétaire International (FMI). Ce constat est motivé par «une concentration élevée de crédit (y compris le crédit au secteur public), l'exposition au risque de change, la faible rentabilité imputable à un modèle commercial limité et une concurrence accrue exacerbant les vulnérabilités bancaires. Bien que le système bancaire semble correctement capitalisé dans l'ensemble, certaines banques ne satisfont pas à l'obligation minimum de fonds propres et sont sous provisionnées». Ainsi «la qualité des actifs restent faibles : au second trimestre de 2014, les prêts non productifs représentaient 20% de la masse globale des prêts. Le 31 décembre 2014, la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) a révoqué les licences de la Maurisbank (une banque sous capitalisée) et de FCI, une institution financière avec des fonds propres négatifs et peu d'activité de crédit». L'affaire de la Maurisbank a finalement été portée devant la justice. Le système bancaire mauritanien compte actuellement une vingtaine d'institutions, suite à une explosion récente qui s'est traduite par la délivrance de plusieurs agréments de la part du Conseil de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM). R.M.

Tunisie

Création d'une Commission nationale des gauchistes et des démocrates progressistes

Une Commission nationale des militants de gauche et des mouvements démocrates progressistes bénéficiant de l'amnistie générale vient d'être créée. La création de cette Commission a été officiellement annoncée, lors d'une conférence de presse organisée à Tunis. La création de cette Commission vise à mener à terme le processus de justice transitionnelle et à défendre les gauchistes, les démocrates progressistes et les anciens de l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET). Selon Makram Hajri, membre de la Commission, la création de ce mécanisme intervient face à la poursuite des campagnes ciblant les gauchistes et les démocrates progressistes et leur exclusion des dispositions

prévues par le décret-loi de 2011 relatif à l'amnistie générale dont en particulier le recrutement dans la Fonction publique.

«Nous avons adressé une correspondance aux autorités compétentes à ce sujet, mais nous n'avons jusque-là eu aucune réponse», a-t-il indiqué. A cet égard, il a tenu à rappeler le retard pris dans le dépôt des dossiers par les amnistiés, faisant remarquer que ce retard est justifié par l'incapacité des amnistiés à obtenir leurs documents officiels dans les meilleurs délais. «Certains gauchistes et démocrates progressistes avaient bénéficié de l'amnistie générale après expiration des délais fixés», a-t-il encore expliqué. D'après Hajri, seulement 1600 dossiers de ces

amnistiés seront régularisés. Par ailleurs, Mohamed Marouan Rabhi, membre de la Commission a dénoncé la marginalisation de ce groupe. «On est passé du fichage policier sous le régime du président déchu Zine El Abidine Ben Ali vers le fichage social sous le règne de la Troïka et des gouvernements suivants», a-t-il regretté. La Commission, a-t-il indiqué, va opter pour plusieurs formes d'escalade allant jusqu'à la grève de la faim, faisant remarquer que le premier mouvement envisagé sera marqué par l'organisation d'un sit-in au siège de l'Instance «Vérité et dignité».

Mondji G.

Arrestation d'un enseignant recherché par Interpol et planifiant des attaques en France

L'UNITÉ sécuritaire spéciale de Sfax sud a arrêté, dans la nuit du 28 au 29 décembre 2015, un tunisien originaire de Bir Ali Ben Khalifa (gouvernorat de Sfax), rapporte Mosaïque Fm. Cet individu fait l'objet d'un mandat de dépôt international, à la demande de la justice française. Il est suspecté d'être impliqué dans la planification d'opérations terroristes en France. Une source sécuritaire a affirmé que ce Tunisien travaille

en tant qu'enseignant depuis 2012 dans un collège à Sidi Bouzid. Le suspect a étudié en France et a formé entre 2008 et 2009 avec trois autres individus, dont un Tchétchène et un algérien, la cellule de la mosquée Omar, dans le 11^e arrondissement à Paris. Les membres de la cellule ont été condamnés à la prison (huit ans pour le tunisien recherché par Interpol). L'individu en question s'est déplacé avec de fausses

identités, au Pakistan où il s'est entraîné à l'utilisation d'armes lourdes, il est également suspecté d'être en relation avec des attaques ayant visé des campements de l'armée US au Pakistan. L'homme est, par ailleurs, parti en Turquie au mois de mars 2011 et il a pu entrer en Tunisie au mois d'août 2011 après avoir obtenu un droit de passage par le consulat tunisien à Ankara en usurpant son identité. M.G.



Turquie

Arrestation de deux membres de l'EI préparant un attentat

■ Deux membres présumés du groupe de l'État islamique (EI) soupçonnés de préparer un double attentat suicide à Ankara pendant les fêtes de fin d'année ont été arrêtés hier par la police turque, en état d'alerte maximale depuis l'attentat meurtrier d'octobre dans la capitale.

Par Ali O.

Ces arrestations interviennent dans un contexte de renforcement des mesures de sécurité face à des menaces terroristes dans d'autres pays, notamment en Belgique, Autriche où à Moscou, après les attentats jihadistes du 13 novembre à Paris.

«Dans le cadre d'une enquête instruite par le parquet d'Ankara et les travaux menés par la police d'Ankara, deux individus membres de l'organisation terroriste Daech (acronyme arabe de l'EI) ont été capturés lors d'une intervention réussie avant même de passer à l'acte», a indiqué le gouvernorat d'Ankara dans un communiqué en ligne.

Les suspects ont été présentés sous leurs initiales, M.C et A.Y, sans autre détail.

«Un gilet explosif prêt à être utilisé et un sac à dos rempli d'explosifs et renforcé par des billes et des tiges d'acier ont été saisis» par la police lors de

l'opération, selon le même texte.

Les deux suspects ont été interpellés par la police antiterroriste dans une banlieue populaire d'Ankara, à Mamak, a indiqué à l'AFP une source officielle.

Selon les chaînes de télévision, les deux suspects étaient pris en filature depuis un certain temps par la police spéciale.

Ils s'apprétaient à commettre des attentats suicide ce soir à deux endroits (devant un centre commercial et sur une rue branchée) de la place centrale de Kizilay, lieu traditionnel des festivités du Nouvel an, selon ces chaînes, qui ont cité le bureau du procureur en chef d'Ankara, deuxième ville de Turquie derrière Istanbul, avec une population de 5,2 millions.

Des milliers de personnes se réunissent traditionnellement sur cette place pour fêter l'arrivée de la nouvelle année.

La Turquie est en état d'alerte depuis le double attentat suicide qui a fait 103 morts et plus de 500 blessés devant la gare centrale d'Ankara le 10 octobre



Photo: D. R.

avant un rassemblement en faveur de la paix organisée par les mouvements pro-kurdes.

Les autorités islamo-conservatrices d'Ankara avaient présenté l'EI comme le suspect numéro un de cet attentat, le plus meurtrier de l'histoire du pays.

Depuis, les arrestations se sont multipliées parmi les milieux jihadistes de la Turquie du président Recep Tayyip Erdogan, longtemps accusée de complaisance à l'égard des groupes islamistes radicaux.

La Turquie qui fait partie de la coalition internationale menée par les États-Unis pour lutter contre l'EI, partage de longues frontières avec la Syrie et l'Irak, deux pays dont l'EI contrôle de

larges zones. Les deux hommes arrêtés hier planifiaient une attaque encore plus sanglante que celle d'octobre qui a provoqué une onde de choc dans le pays, affirme l'édition en ligne du journal Hürriyet.

Les autorités turques ont d'autre part établi une liste de plus de 26 000 jihadistes présumés à qui elles interdisent l'entrée sur le territoire et ont multiplié les expulsions, plus de 2.300 depuis le 1er janvier 2014, selon les dernières statistiques gouvernementales. L'Europe est aussi sur le qui-vive depuis les attentats de Paris qui ont fait 130 morts.

Mardi les forces de l'ordre belge ont arrêté deux personnes soupçonnées de prépa-

rer des attentats à Bruxelles durant les fêtes de fin d'année.

En Autriche la police a indiqué samedi avoir relevé le niveau de sécurité à Vienne et dans d'autres villes du pays après avoir été avertie de l'éventualité d'attentats pendant la période des fêtes.

Et à Moscou, l'emblématique Place Rouge, lieu de rassemblement traditionnel pour le Nouvel an, sera cette année pour la première fois fermée au public pour le réveillon, ont annoncé lundi les autorités, dans un contexte de craintes d'attentats visant la capitale russe.

A. O.



Points chauds

Surveillance

Par Fouzia Mahmoudi

En 2013, Edward Snowden, analyste à la NSA, avait révélé à la face du monde le programme de surveillance globale des États-Unis qui ne seulement espionnait constamment sa population mais également des pays étrangers, dont des nations «amies». De vives tensions avaient alors opposé de nombreux dirigeants européens à la Maison-Blanche. D'ailleurs, Angela Merkel avait été à l'époque la seule dirigeante à recevoir des excuses officielles des autorités américaines et une promesse que les surveillances cesseraient. Mais il semblerait que les habitudes aient la vie dure et que les Américains aient malgré le tollé provoqué par les révélations de Snowden continué à espionner des pays et des dirigeants alliés. C'est ainsi que le quotidien américain «Wall Street Journal» a rapporté cette semaine que les États-Unis ont surveillé les communications du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu malgré leur promesse de limiter l'espionnage de leurs alliés après le scandale de la NSA. Contactée par l'AFP, la Maison-Blanche n'a pas démenti mardi l'article du «Wall Street Journal», qui cite des responsables anonymes américains, mais a insisté sur la profondeur de ses liens avec Israël. «Nous ne conduisons pas d'activités de renseignement visant l'étranger sauf en cas d'intérêt spécifique et valide relatif à la sécurité nationale. Ceci s'applique aussi bien aux citoyens ordinaires qu'aux dirigeants mondiaux», a assuré un porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche. Le président Barack Obama «a dit à maintes reprises que l'engagement des États-Unis pour la sécurité d'Israël est sacrosaint», a-t-il poursuivi. Selon le «Wall Street Journal» parut mardi, Barack Obama a toutefois trouvé que des «raisons impérieuses de sécurité nationale» justifiaient la poursuite du programme de surveillance de certains dirigeants, dont Benjamin Netanyahu et le président turc Recep Tayyip Erdogan. «Décider de ne plus surveiller Bibi (surnom de Netanyahu) ? Evidemment que nous n'allions pas faire ça», a déclaré un haut responsable américain au «Wall Street Journal», sous couvert de l'anonymat. Dans le cas de Netanyahu, Washington se serait inquiété de possibles efforts d'Israël pour surveiller de son côté les négociations entre les États-Unis et l'Iran sur le programme nucléaire, selon le journal. En mars dernier, Israël avait démenti des informations du «Wall Street Journal» selon lesquelles l'État hébreu espionnait les négociations qui se tenaient alors sur le programme nucléaire iranien entre Téhéran et les grandes puissances. Reste à savoir quelle sera dans les prochains jours la réaction du gouvernement israélien qui a eu cette année encore plus que par le passé une relation très tendue avec l'Administration Obama. L'inimitié entre le président démocrate et Netanyahu risque d'atteindre un nouveau stade alors que les deux dirigeants faisaient pourtant des efforts ces derniers mois pour rétablir le dialogue entre eux.

F. M.

Menaces d'attentats à Bruxelles

L'enquête se penche sur un groupe de motards

Les enquêteurs belges s'intéressent de près à un groupe de motards de la périphérie bruxelloise dans le dossier sur les menaces «sérieuses» d'attentats en Belgique qui ont mené à deux arrestations, a-t-on appris hier de source proche du dossier. Les «Kamikaze Riders» sont dans le viseur du juge spécialisé en matière de terrorisme chargé de l'enquête, sans lien direct avec les attentats de Paris du 13 novembre, selon cette source, confirmant des informations de presse. Les deux hommes arrêtés dimanche et lundi sont soupçonnés d'avoir préparé des attentats à Bruxelles pendant les fêtes de fin d'année, une menace jugée «sérieuse» qui visait «plusieurs lieux emblématiques de Bruxelles», avait indiqué le parquet fédéral belge mardi. Selon plusieurs médias belges, l'un d'entre eux, inculpé de

«menaces d'attentats, participation aux activités d'un groupe terroriste en qualité de dirigeant et recrutement en vue de commettre des infractions terroristes», est âgé de 30 ans et était le chef de ce groupe de motards originaire d'Anderlecht. Le quotidien «La Dernière Heure» précise que son nom avait été cité dans le dossier du groupuscule islamiste Sharia4Belgium. Il a précédemment été condamné pour vol avec armes.

L'autre, âgé de 27 ans, arrêté pour pour «menaces d'attentats et participation aux activités d'un groupe terroriste», était membre du groupe, selon la presse.

Tous deux doivent comparaître ce matin devant un juge pour confirmer ou non leur inculpation. Les arrestations avaient fait suite à des perquisitions dans la région de Bruxelles, la Brabant flamand (qui entoure la

capitale) et la région de Liège. Ni armes ni explosifs n'avaient été découverts lors des perquisitions. Les enquêteurs ont en revanche trouvé «du matériel informatique, des tenues d'entraînement de type militaire et du matériel de propagande de l'État islamique». L'enquête devra déterminer s'il y a eu un lien direct avec le groupe EI, a rapporté la source proche du dossier. Les médias de la RTBF rapportaient par ailleurs que du matériel d'airsoft, un sport qui utilise des reproductions d'armes à feu et se joue en treillis militaire, a été retrouvé.

Dans ce contexte, le niveau d'alerte pour les services de police et les militaires présents à Bruxelles, potentielles «cibles symboliques», a été relevé, a annoncé le centre de crise, qui prend ces décisions pour la Belgique.



Le Festival d'Oran du film arabe fait son retour en 2015

Maroc, Tunisie et Palestine, trio gagnant

■ Le retour du Festival international d'Oran du film arabe (FIOFA), après une année d'absence, a marqué en 2015 le paysage culturel de la capitale de l'ouest du pays.

Par Racim C.

En effet, cette 8^e édition, prévue en septembre 2014, n'a eu lieu finalement qu'en juin 2015, en raison de «problèmes de logistique», selon les organisateurs.

Le 8^e rendez-vous du festival a été au centre de toutes les rumeurs : de sa délocalisation à Constantine, à l'occasion de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe» à son annulation purement et simplement, les fêrus du 7^e art avaient du mal à obtenir l'information exacte.

Des démarches ont été prises auprès de la tutelle dans le sens de maintenir sa tenue à Oran même tardivement. Ce qui a été obtenu finalement.

Au total, ce sont 38 films représentant 17 pays arabes qui ont été en lice dans les sections longs et courts métrages et documentaires. Les thématiques abordées ont été nombreuses tout comme les sujets qui ont préoccupé les cinéastes arabes : amour, patriotisme, exil, violence, occupation..., autant de sujets qui ont «occupé» le grand écran.

Dans la section long métrage, le 7^e art algérien a été présent avec deux films, «Rani Meyat» («Je suis mort») de Yacine Benhadj et «La preuve» d'Amar Hakkar.

Pour la section court métrage, ce sont trois œuvres algériennes qui étaient en lice sur les 14 sélectionnées. Il s'agit de «N'sibi» de Hassen Belaid, «Lettre à Obama» de Mohamed Ahmedi et «Le passage à niveau» d'Anis Djaad.

Enfin, trois documentaires algériens ont également retenu l'attention des festivaliers, à savoir «Calédonie, l'exil amer» d'Abdelkader Mame, «Femme 10949» de Nassima Guessoum

et «Dernières paroles» de Mohamed Zaoui, qui a filmé les derniers jours de l'écrivain Tahar Ouattar, auteur de «l'As», «Ezzizel» et «Ors Baghl».

Par ailleurs, en marge du festival, un salon arabe du cinéma et de la télévision a été mis sur pied et a vu la participation d'une quarantaine d'exposants de plusieurs pays arabes dont des chaînes de télévision, des producteurs de cinéma et de programmes audiovisuels, ainsi que d'autres opérateurs versés dans divers domaines du grand et du petit écrans.

Ces participants ont fait découvrir aux visiteurs et aux festivaliers leurs produits et leur maîtrise des avancées technologiques. Le salon se voulait également une opportunité pour encourager les jeunes talents dans le domaine et un espace de rencontres, d'échanges et de contacts d'affaires et de coopération entre les professionnels du secteur. Les organisateurs du festival ont également programmé un colloque sur le thème «Cinéma et roman» qui a permis aux académiciens, cinéastes, scénaristes et critiques de débattre des relations entre ces deux genres et des adaptations à l'écran des grandes œuvres littéraires arabes et universelles, notamment les œuvres algériennes.

L'heure était aux hommages

Comme à l'accoutumée, plusieurs figures du 7^e art national et arabe ont été honorées à titre posthume lors de cette 8^e édition du FIOFA.

Les défunts cinéaste Amar Laskri, les comédiens Sid Ali Kouiret, Fatiha Berber et l'Egyptienne Faten Hamama, l'auteure-cinéaste Assia Djebbar et le journaliste critique syrien Qusseï Salah Derwich ont été



Ph. DR

honorés. Leurs apports et contributions inestimables au cinéma arabe et au champ culturel ont été salués.

Les organisateurs du FIOFA ont également désigné le cinéaste Mohamed Lakhdar Hamina, président d'honneur de cette 8^e édition, en lui rendant également un hommage particulier et appuyé à l'occasion des 40 ans de la Palme d'or qu'il avait obtenu, en 1975, au Festival international de Cannes, pour son film «Chroniques des années de brasse». Ce cinéaste est le seul artiste arabe à avoir décroché cette haute distinction de ce prestigieux festival.

Une autre figure du monde de la culture algérienne et du roman en particulier a été honorée par le festival pour ses 50 ans d'écriture, en l'occurrence l'écrivain Rachid Boudjedra. A cette occasion, un ouvrage regroupant une cinquantaine de contributions d'universitaires et d'écrivains autour de l'œuvre de l'auteur de «La république» et de «L'escargot entêté» a été publié.

«C'est un premier hommage officiel qui m'a été rendu, le plus touchant de tous les hommages et distinctions que j'ai eus», a-t-il tenu à déclarer.

Le trio gagnant

Le Maroc, la Tunisie et la Palestine ont constitué le trio

gagnant. Les jurys désignés pour les trois sections long et court métrages et documentaire ont eu l'embarras du choix pour désigner les lauréats tant le niveau des œuvres était de qualité égale.

Dans la catégorie longs métrages, le grand prix «Wihr d'or» a été attribué à «L'orchestre des aveugles» du Marocain Mohamed Mouftakir. Cette œuvre relate l'histoire d'un orchestre populaire dont les musiciens se font passer parfois pour des aveugles pour animer des fêtes réservées aux femmes.

Pour le court métrage, le grand prix est revenu à «Et Roméo épousa Juliette» de la réalisatrice tunisienne Hind Boudjemaa, qui aborde la monotonie dans la vie conjugale et l'absence de romantisme après des années d'amour.

Enfin, dans le registre du documentaire, c'est l'œuvre intitulée «Je suis avec la mariée», co-réalisée par le Palestinien Khaled Souleimane Ennaciri et les Italiens Gabriel Del Grande et Antonio Oujoullar, qui a décroché le «Wihr d'or».

Une rétrospective de tous les films primés lors des précédentes éditions du FIOFA a été programmée dernièrement à Constantine dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe».

R. C./APS

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Institut Culturel Italien d'Alger

Jusqu'au 31 décembre : Exposition de peintures «Un Chant de couleurs» de l'artiste Ahmed Mebarki.

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)
Jusqu'au 31 décembre : Exposition-vente de peinture et de photographie «Du soleil à la lune», avec Nourredine Chegrane, Farid Benyaâ, Valentina Ghanem, Ferrante Ferranti, etc. Les bénéficiaires seront utilisés pour acheter du matériel spécial aux enfants de la Lune souffrant du xeroderma pigmentosum et qui ne peuvent supporter le moindre rayon de soleil.

Librairie la Renaissance
Jusqu'au 31 janvier 2016 : Foire du livre, tous les jours de 6h à 21h.

Maison de la culture Mohamed-Seradj de Skikda :
Jusqu'au 5 janvier 2016 : 13^e Salon national du livre
Théâtre régional de Batna
Jusqu'au 31 décembre : Septième Festival culturel national du théâtre d'expression amazighe à Batna.

Galerie des ateliers Bouffée d'art
Jusqu'au 14 janvier 2016 : Exposition collective de peinture, par les artistes Yacine Belferd, Nourredine Chegrane et Ahmed Stambouli.

Galerie d'art Sirius
Jusqu'au 31 janvier 2016 : Exposition de peinture «Sirocco» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger (Rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger-Centre)

Jusqu'au 11 février 2016 : Septième Festival international de l'art contemporain (Fiac). Avec la participation de Clémentine Carsberg (France), Patrick Altes (France), Patrick Maissa (France), Francisco Javier Ruiz Carrasco (Espagne), Yannis Stefanakis (Grèce), Paul Alden Mvoutoukoulou (Congo), Gastineau Massamba Mbongo (Congo), les artistes algériens Fatiha Bouziane, Slimane Ould Mohand, Mohamed Skander.

Salon de la calligraphie de Jijel

Une mise en relief d'un patrimoine vieux de plusieurs siècles

Un premier Salon national de la calligraphie arabe s'est ouvert mardi à la Maison de la culture Omar-Oussedik de Jijel, avec l'ambition de mettre en relief la richesse d'un patrimoine immatériel vieux de plusieurs siècles.

Vingt-quatre artistes, dont seize sont venus de différentes wilayas du pays, prennent part à cette manifestation inaugurée en présence des artistes et d'un nombreux public.

De nombreuses planches et tableaux de différentes dimensions présentent la calligraphie arabe sous toutes ses formes, un art qui

«ne manque pas de gagner en adeptes et en spécialistes», selon Fateh Merad, un calligraphe d'Oum El Bouaghi.

Cet artiste, également enseignant à l'Ecole régionale des beaux-arts de Batna, a souligné, dans une déclaration à l'APS, que la calligraphie arabe qui a un «parcours de plus de 1 000 ans, est partie intégrante de notre identité nationale, d'autant qu'elle est la langue du saint Coran».

De son côté, Mariama Aliouane, diplômée en génie civil, native de Jijel et résidant à Montréal (Canada), rencontrée dans le hall de la maison de la culture, a fait part de son

intérêt pour cet art dans lequel elle excelle depuis trois ans et qui, «tout comme la musique, a une âme et un esprit».

«Mon vœu le plus cher est de présenter des œuvres de calligraphie arabe au pays de l'érable pour faire connaître et découvrir au public de ce pays la richesse, la variété et la beauté de cet art sublime», a-t-elle déclaré à l'APS. L'exposition, qui se poursuivra jusqu'à jeudi, rassemble des artistes de Batna, Ouargla, M'sila, Oum El Bouaghi, El Bayadh, Tissemsilt, Annaba, Mila, Bordj Bou-Arréridj, Alger, Guelma et Jijel.

Selma H.

Coup-franc direct

Eternelles «gamineries» !

Par Mahfoud M.

Encore une fois, il nous est donné de constater que certains supporters ne veulent pas mûrir et se focalisent sur des détails, alors que leur rôle est plutôt de soutenir leur équipe sans se soucier de quoi que ce soit qui ne serait pas dans leurs prérogatives. Ainsi donc, les fans du CRB seraient contre la programmation de leur prochain derby face au MCA au stade du 5-Juillet sous prétexte que le match aller entre les deux formations s'est déroulé sur le terrain fétiche du Mouloudia, Bologhine. Pour eux, cela serait une injustice que de ne pas les laisser jouer au stade du 20-Août même si ce dernier n'offre aucune commodité aux supporters et aux deux équipes. Jouer au temple olympique serait plus approprié quand on sait que ce stade peut accueillir un plus nombreux public en plus du fait que sa pelouse permet aux deux équipes de développer du beau jeu. Mais apparemment, les fans s'entêtent à vouloir jouer dans leur «cuisine» juste pour taquiner leurs homologues du Mouloudia. Ou va le football avec cette mentalité de clubistes qui n'augure rien de bon ? Il est clair que rien ne changera avec ces «gamineries» qui reviennent à chaque fois alors qu'il faut aller au fond des choses et parler plutôt de la qualité du jeu des joueurs qui ne permet pas d'aller de l'avant. **M. M.**

DRB Tadjenanet

Stage à Alger à partir de samedi

LE DRB TADJENANET, nouveau promu et surprise du championnat de Ligue 1 Mobilis de football lors de la phase aller, effectuera à partir de samedi un stage à Alger en vue de la deuxième partie de l'exercice 2015-2016, a indiqué son président Tahar Gueraïche. Ce regroupement se poursuivra jusqu'au match face à la formation de l'EC Oued Smar (Régional 1) comptant pour les seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie, prévu le samedi 9 janvier 2016 au stade du 1er novembre à Mohamadia (Alger), a précisé Gueraïche. Evoquant justement ce rendez-vous, le président du DRBT a assuré que son équipe allait prendre «très au sérieux» son adversaire qui a réussi à créer la surprise lors du précédent tour en battant la JSM Béjaïa (Ligue 2) 2 à 0, de surcroît sur son terrain. Par ailleurs, le nouveau promu n'a encore engagé aucune nouvelle recrue à l'occasion du mercato d'hiver ouvert depuis deux semaines, une situation qui n'inquiète pas outre mesure son président. «Nous ne voulons pas faire dans la précipitation au risque de commettre des erreurs. Des joueurs sont à l'essai avec nous depuis quelques jours, à l'im-

ge du franco-algérien, **Oussama Abdeldjalil** (ex-JS Kabylie) et l'entraîneur tranchera sur leur sort dans les jours à venir», a encore précisé Gueraïche. Après avoir réussi un parcours de premier ordre lors de la phase aller, le DRBT a trébuché au cours des trois dernières journées de cette première phase du championnat. Le club a concédé trois défaites de suite, dont une à domicile contre le leader l'USM Alger (2-1). Les deux autres en déplacement face au MC Oran (2-0) et au CR Belouizdad (3-0). Ces contre-performances ont coûté aux protégés de l'entraîneur Lamine Boughrara, aux commandes techniques pour la troisième saison de suite, leur place sur le podium et occupent désormais la 6^e position avec 22 points. Une baisse de régime que Gueraïche qualifie de «simple passage à vide», non sans exprimer au passage sa grande satisfaction quant au parcours des siens pour leur première année dans la cour des grands. «C'est la première fois dans l'histoire du DRBT que le club évolue en Ligue 1 et je peux dire que les résultats réalisés à l'aller ont de loin dépassé nos prévisions», s'est-t-il réjoui.

Cyclisme/Grand Tour d'Algérie-2016

Miroslav Janout désigné président des commissaires

L'UNION cycliste internationale (UCI) a désigné le Tchèque Miroslav Janout en qualité de président du collège des commissaires des dix épreuves du Grand Tour d'Algérie cycliste (GTAC-2016), prévu du 4 au 28 mars 2016, a appris l'APS mardi auprès des organisateurs. Miroslav Janout, âgé de 67 ans, est membre de la Fédération tchèque de cyclisme et commissaire international depuis 1988. L'une de ses qualités est le polyglottisme, puisqu'outre le tchèque, sa langue maternelle, il maîtrise notamment le russe, l'allemand, l'anglais et le français. Durant sa carrière administrative, il était membre du bureau exécutif de la Fédération tchèque (2003-2007), président de la commission technique de la

Fédération tchèque (2003-2007), membre de la commission cyclo-cross de la Fédération tchèque (2007) et membre de la commission du collège des commissaires UCI (2010-2013). En tant que commissaire international UCI, il a dirigé 650 courses (route -rail-cyclo-cross), deux éditions des Jeux Olympiques (Barcelone 1992 et Pékin 2012), six Grands Tours (3 Vuelta en Espagne, 2 Giro en Italie, 1 Tour de France), 25 championnats du Monde UCI (route-rail-cyclo-cross) et 15 championnats continentaux (route-rail-cyclo-cross). Inscrit au calendrier de l'Africa Tour de l'Union cycliste internationale, le Grand Tour d'Algérie est régi par les règlements de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) et ceux de l'UCI.

MC Alger

Le président Betrouni confiant

■ Le président du Mouloudia d'Alger, Achour Betrouni, s'est dit très satisfait du parcours de la phase aller réussi par l'équipe pour cette saison, surtout que le Mouloudia termine sur le podium malgré un début quelque peu pénible.

Par Mahfoud M.

Allant à contre-courant de certains supporters qui ne sont pas satisfaits du travail de l'entraîneur, Meziane Ighil, qui n'aurait pas, selon eux, réussi à imprégner une manière de jouer à son team, Betrouni dira qu'il est ne partage pas cet avis et qu'il est au contraire très satisfait de ce que ce dernier fait, en avouant que les résultats plaident pour lui et qu'il ne se passerait pas de ses services étant convaincu de ce travail surtout qu'il est parvenu à remettre l'équipe sur rail. Pour lui, Ighil a mit fin aux clans qui existaient dans l'effectif et c'est qui lui a permis de travailler dans la sérénité ces derniers temps. Il espère que cet état d'esprit continué à se manifester dans le groupe pour réussir un meilleur parcours à la phase retour qui s'annonce très difficile. Pour ce qui est du mercato qui a débuté officiellement, le premier responsable du club avoue que son équipe tâchera d'être active dans ce mercato en engageant des joueurs capables vraiment d'apporter le plus escompté. Il annoncera, à ce propos, la signature imminente de l'ex-milieu de terrain défensif du CSC, Antar



Les Vert et Rouge sur une belle lancée

Boucherit, demandé par Ighil. Pour ce qui est de l'ancien meneur de jeu des Verts, à savoir, Abdoun, le président Betrouni dira que ce dernier a été certes proposé au club mais que rien n'a été encore décidé à son sujet. Il dira au sujet de l'international éthiopien, Salaheddine, que son contrat a été résilié à l'amiable et que les deux autres

étrangers, le Brésilien Roberson et le Camerounais Ngoula devraient voir leurs contrats résiliés sans pour autant qu'ils ne touchent d'indemnités. Enfin, il soulignera que son équipe visera le titre pour la deuxième phase du championnat même s'il sait que cela ne sera pas une partie de plaisir et qu'il faudra se donner à fond. **M. M.**

USM Alger

Le club en stage à Aïn Bénian

L'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football) effectuera un stage préparatoire au niveau de l'école supérieure de l'hôtellerie d'Aïn Bénian (Ouest d'Alger) du 3 au 14 janvier, en vue de la phase retour du championnat, a appris l'APS mardi auprès de la direction du club de la capitale. «Il s'agit d'un stage qui a pour but de recharger les batteries en prévision de la suite du parcours. Certes, nous avons terminé la première partie de la saison en tête et avec une avance considérable mais il ne faudra surtout pas se relâcher», a affirmé le coordinateur général de l'USMA Salah Allache. L'USMA a dominé la phase aller de la Ligue 1 en totalisant 36 points, soit 10 de plus que son poursuivant direct le CR Belouizdad. Toutefois, le club de Soustara s'est fait éliminer, à la surprise générale, en 32^e de finale de la Coupe d'Algérie à domicile par le pensionnaire de la Ligue 2, le Paradou AC (3-1). L'USMA, qui reste sur une victoi-

re au stade Omar-Hamadi face à l'USM Blida (3-0) dans le cadre de la 15^e journée, entamera la phase retour par le derby face au NA Hussein Dey, prévu durant le week-end du 15-16 janvier 2016.

Darfalou : «Je reprendrai la compétition en février prochain»

L'attaquant international olympique algérien de l'USM Alger (Ligue 1 de football) Oussama Darfalou, opéré mercredi dernier avec succès d'une poubalgie à Doha (Qatar), a affirmé mardi qu'il renouerait avec la compétition au mois de février prochain. «Dieu merci, l'intervention s'est bien déroulée. Je suis en train de suivre actuellement un programme de soins avant d'entamer la rééducation au centre d'Aspetar à Doha. Je retournerai à Alger d'ici à la fin janvier pour reprendre directement les entraînements avec mon équipe», a indiqué Darfalou. Darfalou avait déjà reçu

des soins au niveau du même centre avant quelques semaines de la Coupe d'Afrique des moins de 23 ans (U-23) disputée au Sénégal et à laquelle a participé le joueur tout en n'ayant pas récupéré totalement de sa blessure. «Cette fois-ci, je vais prendre tout mon temps pour me rétablir à 100%. Les installations ici au Qatar me permettent de récupérer rapidement et de revenir à la compétition avec tous mes moyens», a-t-il ajouté. Dans le cadre de la convention signée avec Aspetar, la Fédération algérienne de football (FAF) a décidé de prendre en charge le déplacement de l'ancien goleador du RC Arbaâ à Doha. Oussama Darfalou devrait donc se remettre à temps en prévision du tournoi de football des jeux olympiques JO-2016 de Rio de Janeiro, une compétition que va retrouver l'Algérie après 36 ans d'absence et les JO-1980 de Moscou.

Qatar

Le Club Africain sollicite Al-Sadd du Qatar pour Bounedjah

Le Club Africain (Ligue 1 tunisienne de football) a noué des contacts avec son homologue qatari d'Al-Sadd (SQL) pour bénéficier des services de l'attaquant internationale algérien, Baghdad Bounedjah, durant l'actuel mercato d'hiver, rapporte mardi la presse locale. De retour d'un prêt de six mois en provenance de son ancienne équipe l'Etoile du Sahel (Tunisie) Bounedjah est retourné à Al-Sadd juste après la finale retour de la Coupe de la Confédération

africaine remportée par le club étoilé. L'ancien joueur de l'USM El Harrach est à l'arrêt depuis presque un mois en raison d'une blessure à la cheville contractée lors de la finale retour contre Orlando Pirates (AFS) qui a nécessité une intervention chirurgicale. Baghdad Bounedjah (23 ans) s'est engagé durant l'intersaison avec Al-Sadd pour un contrat de trois années, avant d'être prêté pour six mois à son club d'origine (ES Sahel). Mais voilà que l'intérêt

du président du Club Africain Slim Riahi pour Bounedjah pourrait lui permettre de retourner en Tunisie pour booster le compartiment offensif du tenant du titre, en difficulté depuis le début de la saison avec une 8^e place au classement (15 pts) à 16 longueurs du leader l'ES Sahel. Avant de quitter l'ESS, Bounedjah a remporté la Coupe de la Confédération africaine (CAF) devant les Sud-Africains d'Orlando Pirates (aller 1-1, retour 1-0).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Violence dans les stades

La police plaide pour «une mise en place» rapide des stadiers

Le directeur de la sécurité publique au niveau de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), Aïssa Naili, a estimé mercredi à Alger que le déploiement des stadiers dans les stades de football en Algérie connaît un retard sensible, qualifiant cette opération d'un «outil important» dans le cadre du processus de lutte contre la violence.

«Cela fait déjà un bon bout de temps que des démarches ont été entreprises dans le cadre des lois érigées pour lutter contre la violence, mais il faudra reconnaître que l'application de certaines mesures, dont la création du corps des stadiers, connaît un sensible retard», a indiqué Aïssa Naili au cours d'un forum organisé à l'Ecole supérieure de la police Ali-Tounsi.

Un arsenal juridique devait être érigé par les parties concernées pour l'organisation du travail des stadiers, un corps qui devait voir le jour pour assister les services de sécurité dans l'organisation des rencontres de football.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports s'était même engagé à prendre en charge la formation des stadiers en collaboration avec le ministère de la Formation professionnelle et les services de la Sûreté nationale.

«Il devient nécessaire de recourir aux stadiers pour alléger le travail des services de sécurité qui auront dès lors à charge de s'occuper des aspects de l'organisation en dehors du stade. Si un tel processus avait été mis en marche, nous n'aurions pas par exemple mobilisé 5 000 policiers pour le précédent derby entre l'USMA et le MCA», a précisé Naili. L'orateur a évoqué également la nécessité d'améliorer «les conditions d'accueil des spectateurs et des différents acteurs des matchs dans les stades», estimant que l'état déplorable dans lequel se trouvent certaines infrastructures sportives contribue également à la propagation de la violence dans les stades et freine les efforts déployés dans la lutte contre ce phénomène.

Hani Y.

Présidence de la LFP

Kerbadj ne sera pas candidat à sa propre succession en juillet

LE PRÉSIDENT de la Ligue de football professionnel (LFP), Mahfoud Kerbadj, a annoncé mercredi à Alger, son retrait de son poste à l'issue de la saison 2015-2016 qui coïncide avec la fin de son mandat à la tête de l'instance chargée de la gestion de la compétition.

«Je n'ai pas l'intention de me présenter pour un nouveau mandat. Déjà, j'ai consenti à contre cœur d'aller au bout de mon mandat», a déclaré Kerbadj à la presse, en marge d'un forum contre la violence organisé par

la Direction générale de la Sûreté nationale à l'école supérieure de la police Ali-Tounsi (Alger). Kerbadj, élu à la présidence de la LFP en juillet 2011, avait démissionné de son poste lors de l'assemblée générale ordinaire en mars 2015, avant qu'il ne revienne à de meilleurs sentiments sur insistance des membres de l'assemblée générale. Il avait justifié cela par des «raisons de santé» sa décision de quitter précocement ses fonctions à la LFP.

Racim S.

Gel de la convention collective

La FNTIEG demande au ministre de l'Energie de revenir sur sa décision

LA FÉDÉRATION nationale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTIEG), affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), réunie mercredi à Alger, a demandé au ministre de l'Energie de revenir sur la décision de gel de la convention collective signée le 10 octobre dernier.

La FNTIEG demande au ministre de l'Energie de renoncer à la décision de gel de la convention collective, a précisé le secrétaire général du syndi-

cat, Telli Achour, estimant que les «travailleurs doivent pouvoir jouir de leurs droits conformément aux lois de la République». Il a également souligné l'attachement de son syndicat au dialogue pour assurer la stabilité du groupe Sonelgaz.

M. Telli a, en outre, indiqué que la FNTIEG était prête à «saisir la justice», estimant que l'annulation de la convention collective «privera quelque 8 000 travailleurs titulaires de diplômes universitaires de régulariser leur situation».

Yanis G.

L'année 2015 s'achève



Louvis

Djalou@hotmail.com

Dans le Sud du pays

Onze contrebandiers arrêtés

■ Onze contrebandiers dont huit de différentes nationalités ont été arrêtés par des éléments de l'ANP et de la Gendarmerie nationale à El Oued, à Adrar et à Tamanrasset, a indiqué mercredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Slim N.

« Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale d'El Oued et de Djemaa/4^e Région militaire

ont arrêté trois contrebandiers et saisi deux camions et 6 836 bouteilles de différentes boissons», a précisé la même source.

Au niveau des secteurs opérationnels de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezzam de la 6^e Région militaire, «huit contrebandiers de différentes nationalités ont été arrêtés et une quantité de

550 litres de carburants et quatre détecteurs de métaux ont été saisis».

D'autre part, «des éléments des gardes-frontières de Tlemcen de la 2^e Région militaire ont saisi 17,5 kilogrammes de kif traité», a conclu le MDN.

S. N. /APS

Crédit à la consommation

Sept catégories de produits retenues

Le gouvernement a fixé sept catégories de produits fabriqués ou assemblés localement qui seront éligibles au crédit à la consommation, a appris mercredi, l'APS auprès d'une source proche du dossier.

Ces gammes de produits relevant de sept filières industrielles locales sont:

- 1-Activité de fabrication d'appareils électriques et électroménagers: Téléviseurs, vidéo, son et mp3, appareils photos et caméscopes, chauffages, climatiseurs, réfrigérateurs, équipements de cuisine domestiques, équipements de lavages domestiques et petits électroménagers
- 2-Activité de fabrication des téléphones, tablettes et smartphones: Téléphones, téléphones cellulaires et tablettes
- 3- Activité construction de véhicules automobiles et motocycles de moteurs thermiques:
 - Voitures particulières de tourisme
 - Cycles et tricycles à moteur
- 4- Activité de fabrication de machines de bureau et de traitement de l'information:
 - Ordinateurs, autres équipements informatiques et accessoires
- 5- Activité de fabrication industrielle d'ensembles d'ameublement en bois à usage domestique: Meubles, ensembles de mobiliers et d'accessoires en bois ou associés à d'autres matières, à usage domestique.
- 6- Activité des textiles et cuirs: Tissue d'ameublement, tapisserie, moquette et literie
- 7- Activité des matériaux de construction: céramique et céramique sanitaire

Cette liste fait l'objet d'un arrêté interministériel qui sera signé, jeudi, par les ministres, respectivement, du Commerce, des Finances et de l'Industrie et des Mines.

Gelé depuis 2009 pour ralentir les importations et limiter le niveau d'endettement des ménages, le crédit à la consommation sera réinstauré en 2016 pour encourager la consommation du produit national et l'appareil de production locale dans un contexte où l'Algérie a plus que jamais besoin de diversifier son économie et de réduire ses importations.

Réintroduit par l'article 88 de la loi de finances 2015, ce crédit est destiné exclusivement aux produits fabriqués ou assemblés

localement.

Les prêts bancaires peuvent, en fonction du choix de l'emprunteur, couvrir la totalité du prix du produit acquis mais seront assortis de taux d'intérêt non bonifiés.

Les produits éligibles au crédit à la consommation ne sont pas conditionnés par un taux-plancher d'intégration du produit.

Afin de s'assurer de la solvabilité du consommateur-emprunteur, une centrale des risques des entreprises et ménages (CREM) a été mise en place par la Banque d'Algérie.

Cet outil assure une gestion interbancaire des risques de crédits en intégrant dans son système tous les prêts contractés et les données relatives à la clientèle y compris les défauts de paiement.

Les revenus de l'emprunteur devront assurer le remboursement du crédit durant les délais fixés par le décret exécutif relatif au crédit à la consommation, dont la durée est supérieure à trois mois et n'excédant pas les soixante mois.